8 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, notamment sur la construction européenne, la protection sociale et le droit des immigrés, Rennes, vendredi 8 avril 1988.

Mesdames,
- Messieurs,
- Chers Amis,
- Comment ne serais-je pas heureux de vous retrouver, ici, ce soir, vous que je saluais, il y a un plus de trois ans, dans cette même ville de Rennes, vous et les autres, et tous les autres, de toute la France, qui ont bougé et vont bouger, qui se rassemblent et vont se rassembler pour que la France soit unie.
- Oh ! je ne fais pas de voeux pieux, et j'en connais la difficulté.
- La France unie ne le sera que si elle est en même temps la France en mouvement, la France du mouvement, celle qui crée, qui invente, qui produit, qui avance, celle qui croit en elle-même et dont toutes les énergies sont tendues vers des objectifs simples, vers des objectifs forts, dont je vais vous parler.
- Mais, avant cela - et c'est la deuxième condition à remplir - la France unie ne le sera que si elle choisit d'être juste, celle qui écarte les privilèges, qui refuse les exclusions, qui frappe les injustices et qui, inlassablement, fermement, s'attaque aux inégalités sociales car il n'y aura pas, et je le dis, et je le crie depuis tant et tant d'années dans toute la France, il n'y aura pas de cohésion, de grandeur nationale, sans cohésion sociale.
- La France en mouvement, la France du mouvement, autour d'objectifs simples, autour d'objectifs forts.
- Eh bien, en voilà :
- à l'extérieur, c'est l'Europe, c'est la construction de la paix, autour du désarmement, dans la sécurité £ c'est la défense et c'est l'aide au tiers monde. Nous n'avons qu'une terre, et c'est la nôtre, à tous.
- A l'intérieur, chez nous, c'est former les filles et les garçons, c'est chercher tous les secrets de la matière pour en assurer la maîtrise, c'est investir pour créer des richesses, c'est moderniser notre appareil industriel pour que la France soit en mesure d'affronter la compétition internationale, de telle sorte que nous en sortions vainqueurs, autant que nous puissions le faire par nos propres forces £ et cela nous permettra de retrouver le chemin de la croissance, et donc le chemin de l'emploi.\
Alors, si vous voulez bien, nous allons parler quelques instants de l'Europe. On me dira : "Mais tout le monde en parle ". C'est assez vrai. Mais avons commencé, nous, depuis longtemps, et nous ne nous plaignons pas de voir arriver maintenant d'autres volontaires pour cette grande construction.
- Nous ne le reprocherons à personne. Nous tenterons d'oublier que pendant des années il a fallu franchir tous les obstacles qu'on dressait, le refus de tout, l'opposition en vérité à sortir de nous-mêmes pour comprendre enfin qu'avec l'Europe, nous étions en mesure de construire - après tant de siècles et de guerres mondiales, et des millions de morts - la première de toutes les

constructions, qui rassemblerait 320 millions d'hommes et de femmes et qui donnerait à chacune de nos patries une perspective, une ambition, des dimensions où chacun pourrait apporter ce qu'il est : sa culture, et son âme, ses oeuvres, son talent, son génie.
- Construire l'Europe, on en a beaucoup parlé mais il y a de cela quarante ans. C'est après la grande guerre civile de l'Europe. Ceux qui l'ont vécue, cette guerre-là, et ceux qui se sont engagés dans la construction de la paix par la réconciliation franco-allemande, ont dû subir pendant plusieurs décennies les critiques, comme s'ils n'étaient pas de bons patriotes, comme s'ils abandonnaient l'histoire de la France, alors qu'ils avaient le sentiment - et moi, tout le premier - que c'était une façon de l'assurer davantage £ car nous sommes capables, car la France est capable, dans l'Europe et ailleurs, d'affirmer ce qu'elle est. Elle est capable, à condition d'y croire, à condition aussi de rassembler les conditions dont nous aurons l'occasion de parler.
- Bref, ... on a fait le Marché commun, l'Europe agricole, d'une certaine manière l'Europe économique mais au quart ou à la moitié. Le Traité de base, celui de Rome, en 1957, a avancé tout doucement. On pouvait déjà douter de la réussite de cette ambition quand, en 1985, j'ai pris l'initiative, avec d'autres, comme Jacques Delors, Helmut Kohl, avec Bettino Craxi de donner un nouvel élan et de décider que désormais ce serait fait dans les cinq ans, que les frontières s'abattraient, qu'il n'y aurait plus d'obstacles ni pour les personnes, ni pour les marchandises, ni pour les capitaux, pour rien. Désormais, partout en Europe, dans l'Europe de la Communauté, partout nous serions chez nous.
- Mais, vous imaginez une association de caractère économique ? On fait des affaires, des échanges, on organise les financements, on se dispute, on se querelle, sans idéal, sans perspective, sans véritable ambition : c'est l'échec assuré.\
Alors, on s'est encore mis à l'ouvrage et l'on a tenté l'Europe de la technologie. On voyait, merveilleuse avancée de la science, merveilleux génie de l'esprit, on voyait partout se transformer en peu d'années, toutes les données de nos connaissances, et on n'allait pas en faire profiter l'Europe et par là-même notre pays ?
- J'ai demandé la création de ce qu'on appelle "EUREKA" qui rassemble aujourd'hui 18 pays de l'Europe, qui est sollicité par beaucoup d'autres qui sont en Europe, comme l'Union soviétique, ou qui n'y sont pas, comme l'Argentine ou le Canada, qui désireraient au moins marcher du même pas pour s'informer de toutes les richesses que la technologie peut apporter au développement des sociétés.
- Eh bien ! Personne n'y croyait et cet "EUREKA" là marche £ partout, ça marche. Les entreprises traitent ensemble ce qu'on appelle les technologies de pointe. Ca marche, on discute, on s'accorde £ les financements viennent et l'Europe sera bientôt en mesure, avec, je le rappelle, ses 320 millions d'habitants, déjà première puissance commerciale du monde, de devenir, avec et tout autant que les Japonais ou les Américains, première ou l'une des premières puissances dans le monde, dans la connaissance de la science et dans l'application des techniques.
- Nous avons encore bien du chemin à faire.\
J'ai proposé - ce qui vous paraîtra un terme un peu compliqué - "un EUREKA audiovisuel". Ca veut dire quoi ? Savez-vous que, pour remplir les programmes de nos télévisions en Europe, l'Europe des douze, il faudrait produire chaque année 125000 heures ? Savez-vous combien l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la France, réunies, produisent ? 25000 heures. Ce qui veut dire que nous allons devenir, nous sommes déjà, tributaires de la production américaine et de la production japonaise. C'est-à-dire que là où se forme véritablement l'intelligence ou la ductilité des mots, la connaissance du langage et, par ces véhicules, la formation des cerveaux, ce sera désormais ce qui aura été fait à des milliers de kilomètres de chez nous et hors d'Europe qui formera nos enfants et nous-mêmes.
- Appelons l'Europe à la rescousse, disons-lui : Europe, fais toi toi-même. Ne te contente pas de vendre des marchandises, ce n'est pas mal, c'est très bien, mais l'esprit, la culture, la langue, toutes les richesses de la création, des arts, tout ce qui fait finalement le fond d'un être humain ! Que l'Europe s'unisse, que la France hardiment s'engage sur cette voie et vous verrez que la génération qui monte - elle est là, les plus jeunes sont là - vous verrez qu'ils seront capables de

faire beaucoup plus et bien mieux que nous, parce que ce seront tous les jeunes de l'Europe qui, d'un pas ferme et d'un pas sûr, s'avanceront, non pas vers les anciennes conquêtes militaires avec cette volonté de puissance qui, je l'espère, est derrière nous, mais avec la volonté de conquérir la connaissance et de maîtriser tous les secrets de la matière pour en faire don à l'humanité qui souffre tant partout dans le monde.\
L'Europe du grand marché, le grand marché européen dont on vous parle si souvent : elle existera à la fin de l'année 1992 ou plutôt au début de l'année suivante. Il n'y a pas cinq ans devant nous, cinq ans, c'est court. Sommes-nous équipés ? Sommes-nous organisés ? En avons-nous la volonté depuis le plus puissant chef d'entreprise jusqu'au plus modeste des travailleurs ?
- Sommes-nous prêts ? Notre esprit est-il disposé à comprendre ? Aurons-nous l'énergie, la volonté, la capacité de l'effort ?
- On n'obtient rien sans la puissance de l'effort £ et l'effort, c'est dur, c'est difficile. On ne rencontre pas tout de suite la récompense de sa peine, mais c'est ce qu'il faut faire et moi je fais appel à vous, amis qui m'entendez, parce que je crois en vous, je crois en la France, parce que je vous en crois capables.\
L'Europe de la technologie, l'Europe sociale : j'ai raconté récemment, dans une lettre que je me suis permis d'envoyer aux Français, de quelle manière cela s'était passé en 1981 : je venais d'arriver, élu de l'Union de la gauche, avec un gouvernement représentant la gauche tout entière,
- et je n'en éprouve strictement aucun regret, je déplore toujours les unions qui se cassent, j'aime mieux celles qui se font - mais en 1981, il faut le dire - entre nous, en Europe et ailleurs, c'était plutôt mal vu £ et lorsque j'ai expliqué qu'il n'y aurait pas d'Europe sans un espace social européen, ce qui veut dire sans discuter, entre nous, les douze pays de la Communauté, des conditions de travail, de l'aménagement du temps de travail, des salaires, de la protection sociale et du reste, tant qu'il n'y aurait pas cette base sociale, il n'y aurait pas de véritable Europe.
- En 1981, je dois le répéter, pratiquement personne n'a voulu m'entendre £ tout au plus y eut-il des sourires complaisants, pour marquer l'arrivée de cet hôte inattendu. Eh bien en 1986, 1987, 1988, l'espace social, c'est maintenant dans le langage. On en discute dans les commissions savantes, on s'apprête, parce que c'est nécessaire, à étudier à la fois les situations fiscales, les inégalités sociales, les conditions de salaires et d'aménagement de travail £ le temps de travail, on en parle ! L'Europe sociale, après l'Europe du grand marché, l'Europe de la technologie, l'espace social !\
D'autres ont parlé de l'Europe de la sécurité, je la souhaite ardemment, mais je vois l'Europe telle qu'elle est, il faudra encore parcourir un long chemin avant d'y parvenir. Et il est malsain que l'Europe soit encore celle de Yalta, coupée en deux, chacune des deux parties relevant, en vérité, d'un ordre extérieur, comme une sorte de dépendance à l'égard des Empires. Ainsi sont les choses. Nous n'allons pas nous rebeller contre l'Histoire des générations passées, et nous n'allons pas non plus transformer l'-état de l'Europe en faisant courir le moindre risque à la paix sur notre continent. Mais il faut y penser sans cesse. C'est pourquoi j'ai, vingt ans après le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, engagé avec le Chancelier allemand `Helmut Kohl` un accord entre nos deux pays, qui a commencé de mettre en oeuvre le traité qui verra peu à peu, surmontant les querelles, les rancunes, surmontant des siècles d'histoire - nous avons déjà mis nos pas dans nos pas, nous avons avancé, pas autant qu'il faudrait, mais nous avons montré l'exemple - habitué les Européens à considérer qu'ils ne seront rien, sur aucun terrain, tant qu'ils ne se seront pas donné le moyen d'assurer par eux-mêmes les moyens de défense.
- Ainsi doit-on penser à l'Europe politique car, moi, pas plus que je ne le pensais dans les années lointaines, les années 1953 - 1954, lorsque, jeune ministre, j'appartenais au gouvernement de Pierre Mendès France, je n'envisage l'Europe de la défense et de la sécurité, l'Europe des armées, sans une Europe politique. C'est toujours au pouvoir politique, issu du suffrage universel, qu'il appartient de décider pour un pays ou pour une fédération de pays.
- Eh bien ! On avance, lentement, mais on avance quand même, et l'on n'avancera tout à fait que lorsque nous aurons réussi à mobiliser - comme j'essaye de le faire ce soir avec vous - les masses, ici, en France, ailleurs au-delà de nos frontières £ à mobiliser les Européens, pour qu'ils comprennent que tout dépend d'eux, leur sort d'abord, et l'avenir de leurs enfants.\

comprennent que tout dépend d'eux, leur sort d'abord, et l'avenir de leurs enfants.\
Alors, qu'est-ce qu'on attend ? Mais j'ai dit tout à l'heure que la France en mouvement devait se fixer des objectifs simples et des objectifs forts. J'ai dit : "l'Europe".
- Je continuerai en disant : "la paix". La paix par le désarmement, étant entendu qu'il ne peut y avoir de désarmement sans sécurité. La paix, me direz-vous, elle n'est pas menacée. Mais enfin, vous avez deux blocs militaires. Ces deux blocs militaires détiennent depuis longtemps l'arme atomique. Aujourd'hui, l'Union soviétique détient quelque 11 à 12000 charges nucléaires stratégiques capables de franchir de grandes distances, de traverser l'Atlantique et d'anéantir, en l'espace de quelques minutes, tous les dispositifs militaires d'Europe occidentale. Et les Etats-Unis d'Amérique en détiennent, de leur côté, quelque 13000.
- C'est-à-dire que la puissance militaire échappe à l'Europe. Seuls deux pays de cette Europe occidentale, la Grande-Bretagne et la France, disposent d'une dissuasion nucléaire suffisante pour assurer leur sécurité, mais qui ne leur permet pas d'assurer, par leurs seuls moyens, la défense de l'Europe, même si, bien entendu, nous sommes à la disposition de l'Europe pour assurer notre destin. Or, l'on pouvait croire qu'on serait vite d'accord sur les chemins de la paix, qui passe par le désarmement. Je n'insisterai pas... Mais c'est un débat quotidien aujourd'hui, c'est un des enjeux de la campagne présidentielle ! Selon le résultat du 8 mai, ou bien l'on aura le regard tourné vers toutes les formes de désarmement compatibles avec notre sécurité, ou bien on rognera ou bien on s'attardera sur le bord de la route - selon les influences des plus contradictoires... - et finalement on fera comme on a déjà trop souvent fait. Quand les deux plus grandes puissances décident de s'accorder, moi, je ne pose qu'une question, qu'une condition : est-ce que vous avez préservé votre équilibre ? Car c'est du déséquilibre que pourrait surgir la guerre. Vous ne pourrez exercer votre dissuasion que dans cet équilibre entre les blocs. Donc, désarmez ensemble, au même moment, et contrôlez.
- Mais, si ces conditions sont remplies, de quoi se plaint-on ? Si l'on ne désarme pas, il faudra surarmer, comme on le fait depuis la fin de la dernière guerre mondiale. J'ai pris le parti de la paix.\
J'ai pris aussi le parti, bien entendu, d'assurer la sécurité de la France.
- J'ai approuvé, dans ce langage compliqué qu'emploient les diplomates, la disparition des armes nucléaires intermédiaires, celles qui vont de 500 à 5000 kms - ce n'est pas si mal... - celles qui, en vérité, représentent une menace mortelle pour l'Europe, et pour elle seule, puisqu'elles ne franchissent pas l'Atlantique. J'ai approuvé cela, et j'approuverai demain toute autre forme de désarmement, à la condition que nous soyons capables de parler d'une voix claire à l'Union soviétique et de lui dire que tout est conditionné par son acceptation d'une négociation sur les armements dits classiques, ou bien conventionnels.
- Aucune autre forme de désarmement n'est plus urgente que celle-là. Il ne serait pas normal de dégarnir les moyens nucléaires en Europe tandis que l'un des deux blocs militaires disposerait, à la frontière de l'Allemagne fédérale, d'armements conventionnels, d'armées puissantes, de chars, d'avions, de canons de toutes sortes, deux fois, trois fois, quatre fois plus puissants que les forces d'en face, c'est-à-dire les nôtres !
- Cette menace-là, il faut l'expliquer aux dirigeants soviétiques. Je suis sûr qu'eux-mêmes veulent la paix - c'est leur intérêt comme le nôtre - mais les arrières-pensées, les empêchements, les divisions intérieures, nous obligent à prendre les garanties nécessaires.
- J'ai choisi d'opter en votre nom - en ma qualité de Président de la République française ayant autorité dans ce domaine, compétence constitutionnelle - j'ai décidé de contribuer de toutes mes forces à la construction de l'Europe. Mais j'ai décidé aussi de prendre part de toutes mes forces à la solidification de la paix pour hâter les étapes où l'on désarmera.\
Le troisième objectif extérieur de la France en mouvement, c'est que nous tournions enfin notre regard du côté de ces milliards d'être humains dont la pauvreté s'accroît : la misère et la faim ! On va croire qu'après tout, ils n'ont qu'à faire eux-mêmes l'effort qu'ils attendraient des pays riches... Ce n'est pas comme cela que se pose le problème.
- Savez-vous que l'année dernière, en 1987, les transferts de capitaux qui se sont produits entre les pays riches et les pays pauvres ont abouti à ce résultat qu'il y eut plus de transferts des pays

pauvres aux pays riches - pour près de 30 milliards de dollars - que dans le sens contraire, c'est-à-dire que les pays pauvres, pour 30 milliards de dollars, en 1987, ont aidé les pays riches ? Est-ce que c'est acceptable ? Est-ce que ce n'est pas tourner le dos non seulement à l'évidence historique, mais aussi au bon sens ? Peut-être aussi parce qu'après tout, ce n'est pas indifférent à la simple générosité du coeur...

- Ces milliards d'être humains, le fossé qui les sépare de nous, pays riches, s'est encore élargi. Certains diront : mais, chaque année, nous payons de notre poche des milliards et des milliards de francs ! Eh bien ! Le monde occidental en tire davantage bénéfice que les pays pauvres eux-mêmes ! Je pense que c'est une vision du monde résumée dans ce mot que j'ai déjà cité : nous n'avons, où que ce soit, à l'extrémité du monde comme ici même, à l'Est, à l'Ouest, au Nord, au Sud et tout autour, nous n'avons qu'une seule terre... et cette terre se rétrécit.

- Nos échanges à nous, pays riches, chaque jour se restreignent. Dans la concurrence où nous sommes, nous produisons les mêmes biens, nous nous les arrachons, nous nous les disputons, alors qu'il y a des millions et des millions de producteurs et de consommateurs prêts aujourd'hui à nous apporter le -concours de leur intelligence et de leurs capacités, si nous étions capables de concevoir un plan mondial d'aide au développement, comme ce fut le cas au lendemain de la dernière guerre où les Américains ont été capables de concevoir un plan pour aider l'Europe à réparer tous les dommages de la guerre ! Voilà, chers amis, trois objectifs - je n'en citerai pas plus - des objectifs de l'extérieur qui ont de quoi nous occuper longtemps. On veut toujours nous sortir des programmes... jusqu'à la manière (je ne sais pas, moi...) de mettre les sardines en boîte ! Mais il serait peut-être sage d'aller à l'essentiel.\

Qu'est-ce qu'on veut faire ? Est-ce que le futur Président de la République, est-ce que les futures majorités parlementaires sont décidées - oui, décidées ! - à bâtir l'Europe !

- Elles diront oui, ne le craignez pas. Mais certaines d'entre elles n'ont fait que retarder l'heure de l'Europe ! Ils étaient contre tout. Ils étaient contre le Marché commun, ils étaient contre le grand marché européen, ils étaient contre l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, ils étaient contre l'Europe technologique, ils étaient contre Eurêka, ils étaient contre Erasmus - vous savez ce que cela veut dire... ce sont les jeunes étudiants qui pourront, demain, aller d'une Université à l'autre, selon leur choix...

- Alors, je le répète, comme je l'ai dit au début, ils sont les bienvenus, ces ouvriers-là, de la dernière heure, mais quitte à faire confiance pour les années prochaines à être bien sûr que c'est cela qu'ils veulent, comme nous, je prendrai, moi, mes précautions !

- Bien entendu, ils veulent la paix ! Jamais ne me viendrait à l'esprit le contraire, tant nous avons souffert, nous tous, les Français, dans toutes nos familles, et en dehors de toutes les séparations politiques, de partis, de religions, ou de philosophies. Je ne ferai cette injure à personne. Mais encore faut-il en prendre les chemins. Et qui pourrait croire que la paix serait au bout de cette route qui nous verrait réarmer, surarmer, Américains et Soviétiques franchissant sans arrêt tous les barreaux de l'échelle jusqu'au moment où il serait impossible de régler le moindre conflit sans menacer de mort, de destruction, de catastrophe, l'adversaire, c'est-à-dire de menacer le monde, ruiné dans ses chances de survie ?\

Eh bien, moi, je pense qu'il vaut mieux se tourner du côté de ceux dont la tradition s'inspire, déjà depuis près d'un siècle, de ces notions fondamentales pour la paix du monde que sont le désarmement, l'arbitrage et la sécurité collective. Et, quitte à désigner un Président de la République, une majorité parlementaire et la suite, moi, je prendrai mes précautions !

- Quant au tiers monde, la France est le pays, le grand pays industriel, qui fournit le plus gros effort de tous. Les institutions internationales nous ont invités à atteindre 0,7 % de notre produit intérieur brut. Eh bien, nous sommes en tête de cette course, de cette "course de lenteur". Nous sommes en tête ! Nous étions à quelque 0,5 %. Les gouvernements de l'ancienne législature ont avancé d'une année sur l'autre. Depuis quelques temps, cela reste à peu près étale, si cela ne recule pas. Je crois que chacun doit faire son devoir, la France comme les autres. Et, quand je compare l'effort des Etats-Unis d'Amérique qui ne contribuent que pour 0,2 ou 0,3 % de leur produit intérieur, le Japon que pour 0,2 % de son produit intérieur brut, je dis que la France

mérite vraiment d'être saluée. Encore ne faudrait-il pas arrêter cet effort en chemin. Et, s'il faut choisir un Président de la République, par exemple, mais aussi les Assemblées, moi, je prendrai mes précautions !
- Mesdames et messieurs, chers amis, je vous ai dit pour commencer que la France unie ne le sera que si elle s'inscrit dans le mouvement de l'Histoire, dans un mouvement national, dans un mouvement des idées, dans un mouvement du travail. Quand on reste sur place, un jour ou l'autre on se défait, on se disloque ou on se décompose. On peut être conservateur mais pas trop £ n'exagérons pas la dose !
- Ce n'est pas parce qu'on est conservateur que, nous, ennemis des exclusions, nous exclurions. Encore faut-il savoir où l'on va, de quelle manière on sert la France, la France qui bouge, la France qui crée, la France qui invente, la France qui avance. Eh bien, il faut se poser aussi ce problème chez nous et pas seulement dans nos démarches extérieures.\
Alors, chez nous, qu'est-ce qu'il faut faire ? Tout le monde est également d'accord, au point qu'une question qui m'est souvent posée est : "mais, dites moi, vous dites tous la même chose, qui que vous soyez... Comment voulez-vous qu'on démêle le vrai du faux ? Et si tout le monde dit vrai, comment voulez-vous qu'on distingue entre les vérités ?". Voilà un rébus posé au peuple français.
- Tout le monde est d'accord, par exemple, pour considérer que la première urgence, la première priorité est de former, d'instruire, d'éduquer, d'organiser l'égalité des chances à l'école, dans les familles, partout. La chance de la France, c'est de disposer d'un corps enseignant disponible et valeureux... Et Dieu sait si on l'épargne peu, comme s'il était incapable d'évoluer ou de comprendre les besoins de la société moderne. Moi, je lui fais confiance et je sais qu'au sein du corps enseignant on se pose toutes ces questions, y compris la dernière en date qui est peut-être l'une des plus importantes : comment réorganiser les rythmes scolaires ? Comment éviter que les enfants soient écrasés par le temps de travail, et les parents aussi ?
- C'est une affaire d'intelligence et de bonne volonté que le dialogue s'organise entre les enseignants, les parents, la puissance publique, là où se trouve l'école en question, qu'il s'agisse d'une collectivité locale ou qu'il s'agisse de l'Etat. Moi, je crois que c'est possible. Après tout, par qui ont été réalisés tous les éveils de la Nation, sinon par notre école depuis maintenant plus d'un siècle ? Et pourquoi est-ce que la sève se serait soudain asséchée ? L'arbre serait-il mort, alors qu'il y a tant de gens, jeunes ou moins jeunes, qui exercent cette profession d'enseignant avec abnégation ? Ce n'est pas pour ce qu'ils reçoivent qu'ils auraient vraiment beaucoup d'encouragements à faire leur devoir comme ils doivent le faire ! S'ils le font, c'est parce qu'ils y croient ! Eh bien, il faut qu'avec nous, ils disent à l'Etat d'abord, et au gouvernement de la République : "priorité des priorités : instruire et former".\
Former, en 1988, cela veut dire non seulement former, ce qui est nécessaire, à la culture générale, à toutes les disciplines possibles, imaginables, mais aussi, il faut s'en rendre compte, former aux disciplines techniques, technologiques et professionnelles, établir le lien entre l'école, l'université, l'entreprise, faire que tout jeune soit en mesure d'exercer le métier qui le fera vivre plutôt que d'être éduqué pour des métiers en perdition !
- Voilà pourquoi j'ai, en évitant de multiplier les promesses - on me reprocherait presque d'en avoir fait si peu - promis, comme beaucoup d'autres de mes amis les plus proches, les responsables politiques les plus proches, que cette priorité se traduirait en chiffres : 15 à 16 milliards en plus pour le budget de l'Education nationale d'ici à 1992.
- Pour quoi faire ? Pour revaloriser la condition de l'enseignant, pour moderniser les formes d'enseignement et l'adaptation à toutes les technologies modernes et pour aussi, il faut le dire, améliorer les équipements. On est souvent gêné d'entrer dans un lycée, d'entrer dans une école quand on regarde, simplement, le mobilier.
- Et surtout, surtout, former les intelligences £ former les caractères et faire que les garçons et les filles, au sortir de l'école, sachent comme on le sait ailleurs, très loin, en Allemagne, au Japon, aux Etats-Unis d'Amérique, sachent, de leurs mains et de leur esprit, composer des machines, tirer des machines l'intelligence artificielle qui vient de l'intelligence humaine, ce qui permettra à la France d'être dotée d'une industrie compétitive moderne et forte. Si nous ne procédons pas de

la France d'être dotée d'une industrie compétitive moderne et forte. Si nous ne procédons pas de cette façon, c'est-à-dire par la formation, nous n'y arriverons pas.
- Savez-vous - mais, vous devez commencer à le savoir puisqu'on le répète beaucoup - que ce sont les pays qui ont su franchir le pas, qui ont été plus rapides que les autres et plus rapides que le nôtre depuis un quart de siècle, qui ont su s'équiper par la ressource humaine en même temps que par la ressource matérielle, c'est-à-dire celle des machines, que ce sont ceux-là qui ont le moins de chômage aujourd'hui ? Alors qu'on a vécu trop longtemps sur l'idée qu'il fallait hésiter devant cette nouvelle révolution industrielle pour ne pas trop bousculer les choses, ne pas se défaire de ce que nous avions - crainte de jeter sur le pavé des travailleurs et des travailleurs - alors qu'en vérité, c'est tout ce temps perdu qui nous empêche aujourd'hui de proposer à ceux qui souffrent tant d'être écartés de tout emploi, qui nous empêche aujourd'hui de leur dire : voilà ce qu'on propose.
- Moi, j'estime que, mettant de côté toute forme de démagogie, plus on ira vite pour rattraper ce temps perdu, plus rapidement on mettra un terme à la plaie du chômage.\
Former, mais aussi chercher. Former et chercher. Chercher, ça veut dire quoi ?
- En France, nous disposons de chercheurs en bon nombre, non pas en très grand nombre £ nous sommes la 5ème puissance industrielle du monde, mais nous ne sommes que la 7ème pour le nombre de nos chercheurs. Ce n'est pas normal.
- Et comment en aurions-nous davantage alors qu'à peine le dernier gouvernement de la dernière législature, celui de Laurent Fabius, avait-il quitté normalement le Pouvoir - puisque la volonté populaire s'était exprimée autrement - à peine était-ce accompli, que le premier geste du nouveau responsable a été de tailler dans les crédits de la recherche, de mettre en cause l'existence du CNRS, de diminuer les crédits de l'INSERM, de l'INRA, bref d'abimer, il faut le dire, l'instrument qui avait été construit par les gouvernements de toutes nuances et de tous horizons, depuis déjà trente à quarante ans. Quel dommage ! Mais j'estime que l'un des objectifs les plus importants des futurs gouvernants, ce sera tout de suite à la fois d'accroître les moyens, je l'ai dit, de l'Education nationale. Et plus particulièrement dans le cas de la recherche, non seulement de réparer les dégats causés en rétablissant la norme des crédits d'avant 1986, mais encore de faire un effort supplémentaire. Vous imaginez ce que l'on pourrait faire avec nos jeunes, nos filles, nos fils, pour certains déjà, nos petits-fils et nos petites-filles ! Vous imaginez ce qu'on pourrait en faire s'ils étaient en mesure d'appliquer leur intelligence à rechercher ce qui leur plaît, ce dont ils ont appris les rudiments, là où ils ont le sentiment qu'ils vont pouvoir bouleverser le monde. Il faut avoir l'ambition de bouleverser le monde si l'on veut avancer d'un pas. Il faut avoir l'ambition de faire le tour de la terre, si l'on veut simplement faire le tour de son canton.\
Former, chercher... investir... C'est pourquoi j'ai proposé, nous proposerons qu'en matière fiscale, il soit enfin possible - on a commencé de le faire déjà et d'autres gouvernements avaient continué d'accélérer et d'améliorer - de réinvestir. Une entreprise qui fait des bénéfices, il faut au moins qu'elle les remette dans l'affaire. Plutôt que d'empocher des bénéfices, que cela serve à enrichir. Et si l'on ne peut pas reprocher à bien des entreprises, à des chefs d'entreprises de ne pas l'avoir fait, c'est peut-être aussi parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Alors, il faut les leur donner.
- Quelle meilleure incitation que l'incitation fiscale ? Soit exempter, soit donner des crédits d'impôts chaque fois que les bénéfices sont réinvestis, de telle sorte qu'une richesse nouvelle devra être partagée... mais j'y viendrai dans un moment... entre toutes les parties prenantes.
- Tout cela pour quoi faire ? Tout cela, pour moderniser, ... voilà le grand mot. Nous avons su moderniser nos avions, nos automobiles, nos chemins de fer, nos hélicoptères. Nous avons su moderniser tout ce qui touche à de grandes industries puissantes, mais nous n'avons pas su moderniser l'ensemble de notre appareil industriel autant qu'il le faudrait.
- Quand je dis "nous", il faut dire aussi les chefs d'entreprises. Il faut dire qu'ils connaissent mieux leurs devoirs, mais l'Etat ? L'Etat, on ne veut plus de lui aujourd'hui... sauf quand on a besoin qu'il donne un coup de main. Il faut que la nation représentée par l'Etat, s'associe à toutes les énergies, s'associe à toutes les entreprises, à celles et ceux qui, à la tête d'une entreprise, sont capables de concevoir que c'est la conquête des marchés extérieurs qui garantira

le marché intérieur.
- On repartira du bon pied, en vérité. La société française est une société d'économie mixte et ont tort ceux qui imaginent que tout devrait relever de la puissance publique parce qu'elle n'est pas faite pour cela, et ont tort tout autant sinon plus, ceux qui ne veulent plus de l'Etat parce qu'en vérité, le système dit libéral - mais qui porte indûment ce nom car libéral laisse penser à liberté - c'est tout le contraire. La liberté n'existe pas lorsqu'on est dans la jungle...
- Mesdames et messieurs, mes chers amis, j'ai tenté, à grands traits, mais cela mériterait beaucoup d'autres études, je n'y répugne pas... beaucoup d'autres conversations. J'en aurai d'autres avec les Français d'ici le 24 avril et d'ici le 8 mai. Oh, ce n'est pas dû particulièrement à mon mérite quand j'ai parlé du 8 mai... mais c'est parce que vous êtes la base, vous êtes la force la plus puissante de France.
- J'ajoute : parce qu'étant la force la plus puissante de France, vous restez ouverts à tous les autres qui voudront prendre part à l'effort qui est le nôtre. Nous ne sommes pas un camp qui veut abattre un autre camp. Nous voulons que la France respecte chacun des siens, qu'elle ne soit au service de personne et qu'elle assure la promotion de tous.\
C'est pourquoi j'en viens au dernier point de cet exposé. La France unie ne le sera que si elle sait aussi être juste, et, reprenant ce que j'ai dit pour commencer, que si elle sait écarter les privilèges, si elle refuse les exclusions, si elle frappe les injustices, et si elle réduit - comme c'est difficile, c'est une oeuvre de longue haleine peut-être de plusieurs générations - les inégalités incrustées dans notre corps social depuis le début de l'ère industrielle.
- Mais la cohésion sociale, me dira-t-on, c'est un mot, enfin, c'en est deux. Qu'est-ce que çà veut dire ? Oh, pour moi, c'est très simple. Est-ce que vous pensez qu'il peut y avoir une cohésion sociale si l'on met par terre notre système de sécurité sociale ?
- On me dira : "mais personne n'y songe..." Naturellement personne n'y songe, et en tout cas, personne ne l'avouera jamais.
- Quand dans la réalité des choses on voit se dessiner peu à peu ce qu'on appelle la sécurité à deux vitesses. Les deux vitesses c'est très facile à comprendre. Il y a celle qui va vite, celle qui va lentement : la machine bien moderne, à la disposition des plus riches, des plus aisés, et celle qui traîne un peu la patte. C'est-à-dire que l'on aurait, peu à peu, une sécurité qui serait mieux assurée pour les plus riches, et moins assurée pour les plus pauvres. Et quand je dis les plus pauvres, je pense aussi à bien à des foyers moyens, et même à des cadres de haut niveau, qui, de toute manière, n'arriveront pas à rattraper la courbe, si l'on doit venir assurer la protection sociale sur la base des revenus. Tandis que la sécurité sociale a été fondée, imaginée, à travers un siècle de luttes ouvrières, pour que chacun participe selon ses moyens, et que chacun reçoive selon ses besoins. Cela n'était pas lié à la situation de fortune pour recevoir, pour être garantis, pour être protégés. Il ne faut donc pas deux vitesses.\
Et si l'on aperçoit ici ou là des tentatives, une sorte de médecine plutôt pour les riches, et puis une autre médecine plutôt pour les pauvres, et puis des allocations vieillesse qui iront plutôt vers les plus aisés et qui diminueront pour les plus faibles. Je pense en particulier aux personnes généralement âgées, très malades, qui se voient aujourd'hui dépourvues d'une aide pour un certain nombre de médicaments, dans certaines conditions, pour lesquelles finalement, on a diminué et leur protection et leur sécurité. Est-ce que vous croyez que c'est à cela qu'un gouvernement responsable doit d'abord penser ? Est-ce qu'en vérité, il ne faudrait pas en revenir à la bonne sécurité de la loi fondamentale : celle de 1945 ?
- Après tout celle de 1945 : on me dira que je fais de l'immobilisme parce que je parle de 1945, on dira même que je suis un peu rétrograde. Enfin, moi, j'aime mieux la loi de 1945 qui assure à chacun selon ses besoins, quel que soit son revenu et sa situation de fortune, plutôt qu'un simili progrès qui consisterait à faire le contraire. Alors, on me dira : "mais on ne peut pas faire autrement, en particulier pour la vieillesse ... on ne peut pas faire autrement. Qu'est-ce que vous voulez ? Il y a de plus en plus de vieux ! Il arrivera un moment où on ne pourra plus assurer les retraites". On a fait courir ici et là des rumeurs : nos anciens aujourd'hui sont inquiets. Ils ont le sentiment qu'ils pourraient se trouver soudain démunis de toute protection. Il faut les rassurer !

D'abord, la courbe des âges montre que le problème ne se posera en termes inversés - si aucune disposition n'était prise auparavant - qu'à partir de l'an 2005. Ce qui veut dire qu'il faut s'y prendre avant. Il faut s'y prendre dès maintenant.\
Je constate quand même que le gouvernement de Mauroy s'est trouvé au mois de juin 1981 devant un trou qui pouvait être d'environ 10 milliards de francs et qu'en 1983, sous la gestion de Pierre Bérégovoy, sous l'autorité de Pierre Mauroy, nous avions une sécurité sociale avec 11 milliards d'excédents. Et l'année suivante, en 1984, de 16 milliards... et l'année suivante, en 1985, de 13 milliards.
- Et en trésorerie, ils ont laissé à leurs successeurs... on discute du chiffre... certains ont dit 30 milliards, d'autres moins, alors moi je vais dire quelques 20 milliards de trésorerie. Ce qui me laisse un peu surpris d'apprendre qu'au bout de quelques mois, on avait déjà 19 milliards de déficit.
- Je ne mets pas en cause la bonne volonté, ni la capacité... je pense même qu'il y a des hommes de valeur et des hommes excellents qui se trouvent dans les rangs dirigeants de l'actuelle majorité - c'est un problème qui ne touche pas aux individus - il y en a... croyez-moi ! Moi je les vois... Il m'arrive de les fréquenter.
- Simplement ne vous laissez pas emporter : ce à quoi il faut s'en prendre, c'est à l'idéologie, au système, à l'esprit de système, à l'orientation politique. Et c'est cela qui doit changer ! Nous ne sommes pas les "bons"... ils ne sont pas les "méchants" ! Même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants.
- Nous nous inspirons simplement d'une philosophie humaine, une philosophie sociale. Nous avons une certaine conception des relations entre les hommes dans une Nation, comme nous avons une certaine conception des relations des hommes et des femmes à l'intérieur d'une entreprise. C'est peut-être, au fond, idéal contre idéal, et - plus qu'on ne le croit lorsqu'on lit la presse - idéologie contre idéologie. Et la nôtre, s'il y en a une, est de considérer que chaque être humain, dans notre pays, a droit aux mêmes égards. Il doit y avoir une égalité profonde devant la vieillesse et la mort, devant la maladie. Une égalité profonde dans les chances des enfants... il faut toujours commencer par là. L'égalité des chances.
- Il faut donc se mobiliser pour sauver la sécurité sociale. Et, comme nous ne sommes pas des illusionnistes, qu'est-ce qu'on dit ? Si le suffrage universel en décide - car nous sommes habitués à nous incliner devant un suffrage universel, ça n'est pas dans nos rangs qu'on trouve une révolte contre cela, même si quelquefois cela nous fait mal au coeur - eh bien nous examinerons sérieusement les comptes de la Sécurité sociale, et, particulièrement, du régime vieillesse. Nous verrons ce qui a été fait par les gens qui se trouvent là, dont certains sont compétents. On verra où ils en sont, on examinera le rapport dit des Sages, puisqu'il y en a un, puisqu'il y a des sages aussi. On examinera le résultat des études et du rapport du conseil économique et social. On ne se précipitera pas d'abord pour augmenter les cotisations avant de savoir où l'on en est.
- Et si décidément nous sommes placés devant des déficits qui nous paraissent incompressibles, sans avoir la possibilité de nous tirer d'affaire dans les mois qui viendront, je veux dire au bout de cette année, eh bien nous ne manquerons pas de courage et nous prendrons les dispositions financières qui conviendront. Nous voulons simplement que l'examen honnête, précis, et je dirai presque scientifique, soit fait, que l'effort de discipline soit accompli, et nous essaierons de choisir.\
J'écrivais il y a quelques jours que rarement j'ai éprouvé autant de joie devant le vote d'une loi que j'en ai éprouvée devant les lois Auroux.
- Enfin, à l'intérieur d'une entreprise, les travailleurs, directement, ont le droit de discuter, de discuter de leurs conditions de travail, de leur temps de travail, de l'aménagement du temps de travail. Ils ont le droit de s'informer. Et les responsables des comités d'entreprise peuvent être formés à toutes les disciplines modernes. Bref, les travailleurs dialoguent, parlent, discutent et quand on dialogue, quand on discute, on arrive généralement à s'entendre.
- Le dialogue et le dialogue pour le partage. Si l'on assure à partir de ces lois Auroux qu'il sera possible de restaurer dans sa vraie dimension la politique contractuelle, qui fera que ce soient les organisations syndicales, les partenaires sociaux qui auront le droit et la capacité de traiter de

organisations syndicales, les partenaires sociaux qui auront le droit et la capacité de traiter de tous les sujets, y compris des conditions du licenciement, par un grand contact entre toutes les parties prenantes de l'entreprise qui établisse un système juste et autant que possible fraternel, alors nous aurons fait encore une fois un bon en avant dans le progrès social.
- La politique contractuelle, les lois Auroux, la Sécurité sociale, voilà trois thèmes majeurs sur lesquels j'engage cette campagne `électorale`, sur lesquels je demande aux Français de se prononcer.\
Je continue en disant : il n'y a pas de cohésion là où il y a exclusion. Les exclusions sont de toutes sortes : c'est l'exclusion par la maladie, c'est l'exclusion par le handicap, c'est l'exclusion par l'échec scolaire, c'est l'exclusion par la pauvreté.
- Les nouveaux pauvres ! Avec quelle stupeur ai-je entendu dire que les nouveaux pauvres étaient apparus sur la scène sociale du pays avec les gouvernements socialistes !
- Non, je n'engage aucune polémique, je cherche la vérité avec vous et je dis que s'il existe un rapport officiel d'Etat, c'est parce qu'en 1980, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir des gouvernements socialistes, un rapport a été établi sur la nouvelle pauvreté, qui existait donc déjà, tandis que déjà deux livres faits par deux membres du gouvernement précédent, MM. Lenoir et Stoléru, avaient, avec un sens prémonitoire de l'évolution de notre société, étudié les moyens d'enrayer cette progression et de définir ou de cerner cette réalité qui échappait, il faut le dire, à toute attention.
- D'où viennent, qui sont ces nouveaux pauvres ? Sans doute les chômeurs en fin de droits et puis ces gens qui, par milliers et par milliers, disparaissent de toute identité : d'abord de l'identité du travail, ensuite de l'identité sociale, enfin de l'identité tout court. On perd la trace effectivement quand on veut la retrouver dans des salles obscures, où des femmes et des hommes d'un immense dévouement, bénévoles, volontaires, viennent là pour panser des plaies morales et puis des plaies physiques, essayer de restituer à chaque individu un peu conscience de lui-même, alors que déjà il se sent abandonné. Faire la solidarité sociale, notre solidarité à nous, Français, quand même, en ce siècle où nous sommes, deux cents ans après la Révolution française, après un siècle et demi de luttes sociales... va-t-on laisser ces nouveaux pauvres comme une honte sous nos yeux, notre incapacité à sauver des vies, à sauver des consciences ?
- Alors, nous disons : eh bien, écoutez, nous allons réimposer les grandes fortunes, non pas parce qu'ils ont eu le tort d'acquérir une grande fortune, mais parce que puisqu'ils en ont beaucoup, il faut qu'ils partagent un peu. Et demander un peu à ceux qui ont beaucoup pour aider ceux qui n'ont rien, cela ne ma paraît pas spécialement une position révolutionnaire, une position qui va détruire ou saper les fondements de notre société.. ce n'est pas une mesure socialiste, c'est une mesure qui va dans le sens même des idées conquises par nos ancêtres, de la société transformée par le sacrifice de tant des nôtres qui ont voulu qu'il n'y eût en France personne qui soit abandonné au sort le plus misérable sans qu'il y en ait d'autres à côté qui viennent tendre la main.\
Le refus des exclusions : j'ai dit l'exclusion par la misère, je viens d'en donner un exemple. Mais je pourrais continuer par un autre refus, celui des immigrés. D'abord, il y a sur cette question une formidable confusion qui a été créée par ceux qui ont voulu ajouter toute une série de passions à la réalité d'une situation difficile. Il y a, en France, 7 % de la population qui sont des immigrés. C'est le chiffre qu'il y avait déjà en France en 1930. On ne peut donc pas dire qu'il y a une invasion telle que notre société d'origine, enracinée dans le sol, puisse être véritablement altérée, s'il s'agit de parler ce langage qui n'est pas le mien. Naturellement, pour que tout soit dit, il ne s'agit pas exactement des mêmes. Les immigrés de 1930, c'étaient les Italiens, les Espagnols, les Belges ou les Polonais. Aujourd'hui, ce sont les Portugais, mais ce n'est pas à ceux-là qu'on pense, ce sont surtout des Maghrébins ou des travailleurs d'Afrique noire, et la différence de forme de culture ou de forme de civilisation - je ne dis pas la différence des civilisations, je dis la différence de forme de civilisations, de langage, de religion crée une difficulté supplémentaire qui apparaît comme insurmontable à un certain nombre de Français. Et comme cela paraît insurmontable, que la coexistence sur place ou dans les lieux crée souvent des crispations, alors il est aisé de créer des courants politiques £ ou, si l'on ne crée pas des courants politiques fondés

sur le racisme, de faire des clins d'oeil, comme si on comprenait...
- Eh bien, d'abord, il y a sur ce -plan-là quelque chose de simple : quelque fille ou quelque fils d'immigré - quelle que soit l'origine de l'immigré - né en France, doit obéir à cette vieille loi qui date de la Monarchie et qui a été préservée par les Républiques - pour ne connaître qu'un moment où elle a été bafouée pendant l'occupation allemande - bref, le code de la nationalité, fondé sur le droit du sol, sur la naissance en France et qui doit être maintenu.
- Les fils et les filles d'immigrés nés en France, ne sont pas des immigrés, ce sont des Français. Ils ont le droit, à 18 ans, de choisir la nationalité de leurs parents, mais pour cela, il faut faire une démarche £ s'ils n'en font pas, ils sont Français, car ils n'ont pas besoin de faire une démarche pour rester Français. Je dis cela, parce qu'il y a beaucoup de gens qui ne le savent pas.\
Alors, il y a les autres, ceux qu'on naturalise, ceux qui, étant immigrés étrangers, aspirent à devenir Français. Ceux-là passent par un sas administratif extrêmement compliqué, avec des formalités extrêmement difficiles à franchir, il y faut quelquefois des années, et la majorité des demandes échouent. Ceux qui parviennent à se voir reconnus en qualité de Français par naturalisation, ceux-là, il a fallu qu'ils aient une patience extrême, qu'ils fassent dix fois la preuve de ce qu'ils sont et qu'ils soient déjà, en somme, considérés comme admis dans notre société.
- Lorsque l'Administration si rigoureuse a dit : "oui", qu'est-ce qu'on demande de plus ? Ils sont Français ! De telle sorte qu'il est assez extraordinaire de penser que c'est sur le problème des fils et des filles d'immigrés, nés en France, parmi lesquels les "beurs", et sur les naturalisés, c'est-à-dire des enfants qui ont toujours été Français, ou des immigrés qui le sont devenus, c'est à ceux-là que l'on en veut, c'est ceux-là qu'on montre du doigt, en inventant je ne sais quel nouveau code `de la nationalité`, qui n'aura pour conséquence que de mettre dans l'embarras des gens qui sont Français et qui aiment leur pays, soit de naissance, soit d'adoption, et que nous avons le devoir de recevoir comme nos frères et comme nos soeurs. Je l'ai dit à d'autres reprises, et je le redirai autrement : ils sont chez eux chez nous - encore que cette formule serait appliquée plus précisément à la 3ème catégorie dont je vais maintenant parler - car chez nous, c'est chez eux, ce sont, comme nous, des Français et les autres, c'est la grande masse de ceux qui ne désirent pas devenir Français, parce qu'ils sont fidèles à leur pays.
- S'ils ont un contrat de travail, une carte de séjour, ils sont venus travailler chez nous, ils ont été acceptés, que dis-je : quelquefois on est allé les chercher, dans les années 1950. C'est par cars, c'est par charters, qu'on ramassait, dans les endroits les plus reculés du Maghreb, des travailleurs qui avaient l'avantage, pour les entrepreneurs, les industriels, d'arriver sur le carreau des banlieues de Paris sans réclamer de forts salaires. Alors, honorons-les, traitons-les comme il faut les traiter. Pourquoi une discrimination ? Ils ont droit au même traitement qu'un travailleur français. Ils sont différents ! Ils ne sont pas Français ! Ils travaillent en France pour la production française.\
J'ai même dit plusieurs fois, et je le répéterai, sachant fort bien ce que j'encours, que j'étais personnellement partisan de voir les immigrés, installés depuis déjà quelques années en France, pouvoir prendre part aux élections municipales, parce qu'il est normal que, dans un pays comme le nôtre, lorsqu'il s'agit de sa vie quotidienne, de l'éducation des enfants, de la route qui vient ou de la rue qui passe devant chez soi, devant le logement, de l'électricité, de l'eau, du gaz, du téléphone - lorsqu'on l'a - de la vie conviviale tout alentour, il est normal que l'on puisse donner son avis sur ce qui pèse sur soi, sur les conditions de sa vie, sur celles de ses enfants.
- Je sais fort bien - et j'ai devant moi toutes les télévisions et les radios de France et d'ailleurs - disant cela, moi candidat à la Présidence de la République, je sais fort bien que c'est une mesure très largement impopulaire. Il me reste à accomplir un grand effort de pédagogie pour faire comprendre que c'est dans le droit fil de la République française ! Je n'engage personne d'autre en disant cela. Simplement, je suis un peu embarrassé - comment dirais-je ? Un peu jaloux - de penser que ces lois existent en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Norvège, et que nous sommes à la traîne. Je pense que c'est dommage pour la France.
- Mais comme je sais que c'est une pensée très minoritaire, je dis : eh bien, je m'efforcerai de l'expliquer, de la faire comprendre et de la faire admettre. L'imposer serait mal compris,

l'expliquer finira par être compris. J'estime, en tout cas, que c'est une direction dans laquelle les hommes et les femmes de progrès doivent désormais s'engager. Je n'ai pas l'intention de continuer, avec la confiance des Français, je n'ai pas l'intention de me présenter à la confiance des miens, et de taire ma vérité. Je prendrai tous les risques qui me paraissent nécessaires pour ma propre conscience. Je n'achèterai aucun suffrage par une complaisance qui irait contre le sentiment que j'ai de l'intérêt de la République et de la France.\
J'insiste donc et, puisque j'évoquais les exclusions, j'en terminerai en vous parlant de l'exclusion d'un peuple minoritaire en Nouvelle-Calédonie. Le destin de tout pays et de toute population, c'est de connaître un jour l'indépendance. Mais il est des situations qui rendent atrocement difficile la mise en oeuvre d'une telle perspective. Pourquoi ? Parce qu'en Nouvelle-Calédonie, il y a plusieurs ethnies face à face, qu'il y a nos compatriotes, nés sur cette terre depuis plus d'un siècle, qu'il y a le labeur, le travail, il y a l'espérance, il y a les racines enfoncées dans ce sol. Je ne puis consentir à donner aux uns raison parce qu'ils voudraient chasser les autres ou les réduire à rien. Pas davantage je ne donnerai raison aux autres s'ils veulent agir de la sorte avec le camp d'en face. De telle sorte que je ne vois pour l'instant, sans exclure rien, que la République pour arbitrer, pour protéger, pour assurer le droit, jusqu'au droit à la survie d'un peuple qui, pour moi, est un peuple opprimé.
- Des ministres, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, avaient pris parti dans ce sens : l'un qui a rejoint la campagne que j'ai l'honneur de conduire - Stirn -. L'autre qui ne nous a pas rejoints, mais qui s'est comporté en honnête homme, Dijoud. Ils ont dit longtemps avant nous - en tant que gouvernants - "Il faut que ce peuple canaque - que l'on dit citoyen français - ait le droit de vivre", et le droit de vivre, ce n'est pas seulement le droit de manger, c'est aussi le droit de penser, le droit de s'exprimer, le droit de pérenniser sa culture, le droit de disposer d'une terre, le droit de posséder des droits.
- On avait institué, à l'époque, un Office qui répartissait les terres. Les terres avaient été confisquées au détriment d'un seul peuple... Depuis déjà des décennies, on travaillait à remettre les choses en place. Ces ministres-là sont partis, l'Office aussi.
- Il y avait un Office culturel, qui veillait à entretenir, et même à valoriser, l'apport du peuple canaque, non seulement dans l'île, mais aussi dans le monde du Pacifique, mais aussi dans la relation entre la Nouvelle-Calédonie et la France. L'Office a disparu, en même temps que ses défenseurs, en 1986.
- De telle sorte qu'il ne reste d'issue que le désespoir, et j'ai longtemps redouté - je compte sur la sagesse des responsables - qu'avant même l'élection présidentielle - mais ce serait aussi grave après - la violence, la violence du désespoir, ne finisse par l'emporter. Comment ne pas avoir une souffrance au coeur - sans pénétrer plus qu'il ne faut dans le domaine de la justice - lorsque dix Canaques sont assassinés, parmi lesquels deux frères du leader indépendantiste, et qu'un jugement d'acquittement général relève de toute suspicion ceux qui ont reconnu qu'ils étaient là ? On ne peut pas, naturellement - surtout pas le Président de la République - dire qu'une décision de justice n'est pas acceptable, mais il faut alors en examiner les alentours et voir comment cela est possible, et si ce n'est pas simplement le résultat d'un système... Et c'est le résultat d'un système, et ce système, je le récuse !
- Il faut que tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie se sentent également protégés, qu'ils soient tous citoyens, comme on a dit, à part entière, sans que nul ne puisse dominer parce qu'il appartiendrait à une race dominante, qui serait la nôtre !\
Bon... Il y aurait encore tellement à dire, à partir des exclusions, jusqu'aux inégalités... Les inégalités sont partout.
- Ce sont les inégalités fiscales. Chaque fois qu'il y a une réforme, le plus riche gagne quelque chose, et le pauvre y perd ! Enfin... je veux dire que c'est la mode depuis quelque temps ! Ce sont les mêmes, qui n'ont plus à payer l'impôt sur les grandes fortunes, jusqu'alors, qui voient les tranches supérieures de revenu tomber à 56 %, et on propose que cela tombe à 50 ! Pourquoi pas à 40 ou à 30 ? Et quand il y a des diminutions d'impôts, pour 50 milliards, par exemple, comme cela a été le cas récemment, 15 milliards vont directement dans la poche des plus riches, et les 33 milliards d'autres se partagent les 35 qui restent !

et les 23 millions d'autres se partagent les 35 qui restent !
- Bref, c'est l'inégalité fiscale, c'est l'inégalité sociale, c'est l'inégalité entre l'homme et la femme. Depuis la loi Roudy, en 1983, on avait imprimé une direction différente, on avait pris le contrepied de toute la législation de ces derniers siècles. Eh bien ! il faut continuer ! Ce n'est pas normal que le plus grand nombre de chômeurs soient des femmes ! Ce n'est pas normal que les plus mal payées soient les femmes. Ce n'est pas normal que ceux qui apprennent des métiers qu'on ne paye pas, ce soient les femmes. Ce n'est pas normal qu'on apprenne la couture quand on ne fait plus de couture. Ce n'est pas normal qu'on apprenne uniquement à se tenir debout derrière des caisses de grands magasins ! Ce n'est pas normal... La suite est longue, les femmes qui m'écoutent en savent plus que moi.
- Pour ce qui touche à l'essentiel de ce que j'avais à vous dire, c'est fini. Je compléterai ailleurs, puisque j'irai à Montpellier, à Lyon, à Paris, et puis à Lille, et puis à Toulouse, peut-être encore ailleurs. Non ? Vous ne voulez pas ?.\
Les conclusions s'imposent et je reviens à l'argument que j'évoquais il y a un moment. Beaucoup de citoyennes, beaucoup de citoyens, pensent comme un certain nombre de journaux ou d'importants notables lorsqu'ils s'expriment en disant : après tout, tous ces candidats, ils disent la même chose... C'est vrai. C'est vrai, les mots sont les mêmes. Mais les choses ne le sont pas !
- Par exemple, on est tous pour la recherche. Mais il y en a qui augmentent les crédits et il y en a qui les baissent !
- On est tous pour la culture. Mais il y en a qui augmentent les crédits et les autres qui les diminuent !
- On est tous pour la musique. Mais il y en qui créent des chaînes musicales et il y en qui les suppriment !
- On est tous pour l'environnement. Mais il y en a qui montent les crédits et les autres qui les cassent !
- On est tous pour l'éducation. On voit les crédits monter et on les voit descendre.
- On est tous pour l'Europe. Mais il y en a qui disent oui, et il y en a qui font non !
- On est tous pour la paix. Il y en a qui y vont vite, il y en a d'autres qui y vont lentement !
- On est tous contre l'apartheid. Mais il y en a qui fréquentent et d'autres qui ne fréquentent pas !
Nous arrivons au terme.\
Je ne vous ai pas parlé, je ne vais pas le faire, des institutions. Je ne vais pas vous dire aujourd'hui - je le dirai d'autres fois et ailleurs - comment je vois l'évolution des institutions de la République. Je résumerai mon propos, comme je l'ai déjà fait, en disant que je ne vois pas la nécessité de doter le Président de la République de tous les pouvoirs comme personne n'en a au monde dans une démocratie, mais que je ne vois pas non plus la nécessité de la réduire à rien comme ce fut le cas sous la IIIème et sous la IVème République.
- Le Président de la République doit avoir autorité dans les affaires où se jouent l'histoire de la Nation, la vie de la République, la défense des principes fondamentaux des droits de l'Homme. Il doit laisser au gouvernement la charge de gouverner, la pratique des choses, et laisser surtout le Parlement voter et donc discuter la loi. Il doit laisser aussi les institutions locales, régionales, départementales, communales, que nous avons valorisées, exercer leurs compétences librement. Plus il y aura de Français responsables, mieux la France et mieux la République marcheront !
- Eh bien, mesdames et messieurs, chers amis, je réclame et je réclamerai si vous le voulez dans un mois l'autorité dont j'ai besoin pour la défense des intérêts de la France et de sa sécurité sans laisser nul autre tenter d'imposer sa décision. Je réclamerai aussi le droit d'assurer l'arbitrage lorsque des fractions de la population tenteront de ruiner les chances et les droits des intérêts plus faibles. C'est le rôle du chef de l'Etat. En dehors de cela, c'est un citoyen comme les autres. C'est un citoyen que nul n'a le droit de mettre sur le pavois. C'est un citoyen qui doit se soumettre aux lois de son pays. Et moi, j'aime mon pays, j'aime la République, j'aime la démocratie, et mon honneur, ma force, et peut-être ma gloire, sera de considérer que je suis simplement celui qui a été choisi, et qui le sera peut-être de nouveau, pour exercer, comme citoyen, avec les citoyens, et pour les citoyens, le rôle qui lui est réservé par nos lois et qui lui vaut la confiance des siens.\

Un dernier mot, mesdames, messieurs, mes chers amis, nous allons maintenant nous séparer, non pas par la pensée, ni même sans doute par ce lien, pour l'instant invisible mais qui deviendra très précis, qui s'appelle le bulletin de vote, mais enfin ! Chacun continuera, là où il est, là où il travaille, là où il vit, d'accomplir son devoir. Le mien, croyez-moi, est lourd. Il l'a été, il risque de l'être de nouveau. On me dira : alors, pourquoi ? Pourquoi ? Vous pouviez - et on me le suggère ici et là - aller vous reposer... Certes, je le pouvais et même, je le souhaitais.

- Je ne suis pas de nouveau mêlé à un combat politique par ma seule volonté ou la seule ambition. Si j'ai une ambition, elle est celle-ci : mener à son terme une action politique que je vous dois, qui est la vôtre et qui vous appartient... J'ai le sentiment d'être en mesure de conduire encore un peu plus loin ce en quoi nous croyons. J'ai vraiment, et je voudrais que vous fussiez comme moi, les bras ouverts. Je ne refuse à personne en France le droit de se sentir à l'aise dans son pays parce que je serais Président de la République ou parce que ceux qui se réclament de moi seraient majoritaires. Non, jamais, nous, nous n'exclurons quiconque de la vie de la France !

- Nous assurerons le droit. Nous respecterons le droit et la justice des autres, et même, nous leur viendrons en aide s'il le faut, à tous les Français, quels qu'ils soient, à quelque parti qu'ils appartiennent, de quelque idéologie qu'ils se réclament, dès lors que la compétition électorale aura cessé, dès lors qu'il sera possible de parler, de se rencontrer, de discuter, même de ne pas s'entendre sur la manière de conduire la France pour le siècle prochain. Mais le dialogue et le partage : le partage de la responsabilité, le partage du savoir, le partage du profit national, le partage en toutes choses. Le dialogue et le partage. Le dialogue : parler ensemble, entre nous, avec les autres, de partager l'histoire de la France, celle qui est faite et celle qui reste à faire.

- Moi, c'est à cela que je vous invite, assuré d'avoir en moi-même assez de foi et assez d'énergie à la fois pour faire face, pour faire front, pour persévérer et aussi pour assurer le passage du témoin quand l'heure sera venue !

- Merci, amis qui êtes là !

- Merci !

- Vive Rennes,

- Vive la Bretagne,

- Vive la République,

- Vive la France.\